Février 1791

~~FRC. 8494~~

Care

FRC

16675

MOTION
SUR LE TABAC,

*Par M. DE COULMIERS, Abbé d'Abbey-
court, Député de la Vicomté de Paris,*

THE NEWBERRY
LIBRARY

NOTICE

NOTION

RECEIVED

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION

2

MOTION SUR LE TABAC,

*Par M. DE COULMIERS, Abbé d'Abbecourt,
Député de la Vicomté de Paris.*

MESSIEURS;

Tout Gouvernement a besoin d'un revenu public : il est du devoir des Législateurs de chercher à le procurer au Trésor-National, de la manière la moins onéreuse aux peuples.

Cette vérité étant gravée dans vos cœurs, je ne chercherai pas à la développer ni à l'étendre.

On vous propose d'anéantir un revenu public , qui ne peut avoir contre lui qu'une opinion égarée par un raisonnement spécieux.

Il faut bien se garder d'envifager la vente exclusive du Tabac comme un Impôt. Elle n'est uniquement qu'une consommation libre & volontaire ; c'est la vente d'une denrée de pure fantaisie , devenue habitude par usage , qui est par-là avantageuse & utile à la Nation.

C'est une redevance enfin au profit de la chose publique , garantie par une Compagnie sous certaines conditions , laquelle est hypothéquée sur une consommation libre , n'attaque la propriété de personne , & pour laquelle cette Compagnie s'engage de payer 30 millions environ au Trésor-National. C'est enfin un revenu public assuré d'après les conditions d'un contrat à terme.

En 1674, cette vente ne produisoit pas plus de 600 mille livres. La Compagnie des Indes en a été chargée pendant quelque tems : les progrès de cette vente ont été rapides : enfin ils montent aujourd'hui à 30 millions à-peu-près.

Un déficit énorme semble menacer notre nouvelle Constitution. Une dette sacrée, puis-

qu'elle est sous la sauve-garde de Nation Française, exige des sacrifices multipliés pour que nous puissions la faire acquitter : & on vient nous proposer d'anéantir un revenu aussi considérable !

L'on vous dit, MESSIEURS, que plusieurs motifs doivent nous déterminer à ce nouveau sacrifice ;

Que , d'après nos principes, nous devons abolir toute espèce de privilège ;

Que l'intérêt de la Flandres, de l'Artois, de l'Alsace exige ce sacrifice ;

Qu'il faut donner à la culture la plus entière liberté.

Je n'abuserai, MESSIEURS, ni de votre patience, ni de votre complaisance, ni de vos précieux momens, en examinant très-rapidement ces différens motifs.

Il faut d'abord parcourir d'un premier coup-d'œil tout ce qui est supprimé, avec le desir très-sincère, mais non encore réalisé, du remplacement ; ce qui, malgré notre zèle & notre amour pour la chose publique, lui fait un tort réel.

Vous avez cru devoir supprimer l'Impôt de la Gabelle comme odieux & vexatoire : il rapportoit néanmoins au Trésor National

60 millions. La forme de cet Impôt, les vexations qu'il occasionnoit, le cri public, notre amour pour nos concitoyens nous a déterminés à rendre ce Décret. Il est porté : il ne m'est plus permis aucune réflexion à cet égard. Mais persuadés de la nécessité d'un revenu public, vous avez ordonné dans votre sagesse le remplacement par un Impôt de
40 millions.

Vous avez cru plus avantageux pour le commerce de détruire l'Impôt qui pesoit sur la marque des fers, sur la consommation des amidons, & d'établir un Impôt commun & général que vous avez fixé à *10 millions.*

Conformément à vos principes, vous avez décrété l'anéantissement des titres fastueux de Prince, Duc, Comte, Marquis, Baron & autres ; titres qui, en flatant la vanité des hommes, rapportoient un profit réel au Trésor-National par le contrôle des actes, par une capitation personnelle graduée d'après les différens titres.

Ces citoyens confondus dans la classe ordinaire ne payeront plus que le quinzième de l'évaluation du loyer de leurs maisons, avec les quatre sols pour livre ; d'où il résulte une nouvelle perte pour le fisc, qui, d'après

un apperçu sommaire, peut être évaluée
à 6 millions.

Le marc-d'or est supprimé de fait par l'abolition de la vénalité des Charges On peut l'évaluer à 150,000 liv.

Si, par le nouvel ordre qui vous est présenté, en supprimant le produit des 30 millions, qui revient au Trésor-public, sur la consommation libre & volontaire du Tabac, il en résulteroit un nouveau mode de remplacement nécessaire à établir, de la même somme de 30 millions.

Si je n'étois pas retenu, MESSIEURS, par mon respect habituel pour vos Décrets, je vous rappellerois le détriment fait au Trésor National par la remise & la suppression de la Dîme qui, suivant l'apperçu le plus modéré, peut être porté au moins à 80 millions.

Il faut donc nécessairement envisager tous les moyens les plus simples, les plus doux, les plus avantageux au bonheur du Peuple, avant que de décréter l'objet qui vous est présenté.

Je le demande au nom de notre chère & commune Patrie, au nom de la Constitution, ne précipitons rien, examinons cette délibé-

ration avec le calme du sang-froid ; permettez-moi de vous représenter , afin de fixer votre opinion , le rapprochement du Tableau des nouvelles charges publiques , ainsi que des revenus supprimés , dont vous avez ordonné le remplacement.

TABLEAU des Revenus supprimés , dont le remplacement est décrété ; ainsi que des nouvelles Charges publiques.

Remplacement de la Gabelle. .	40,000,000 l.
Remplacement des droits sur les Fers, Cuirs, les Amidons.	10,000,000
Perte qui résulte au détriment du Trésor public, par la suppression de la Noblesse, environ	6,000,000 ;
Suppression du marc-d'or. . .	1,500,000
Par l'abolition de la dîme , la vente des biens Ecoléfastiques, les frais du Culte , le traitement des Titulaires actuels , l'augmentation des	

57,500,000 l.

Ci - contre. 57,500,000 l.

portions congrues , les pensions des Religieux & Religieuses , sont devenues à la charge de la Nation ; l'aperçu général de la dépense peut se porter au moins à . . 135,000,000

Les frais de la Justice gratuite dans tout le Royaume , peuvent être considérés au moins comme une charge de . . . 12,000,000 l.

Les frais de toutes les tenues des Affemblées de Départemens , Districts , Municipalités , peuvent être considérés comme un objet de . . 12,000,000 l.

Si on supprimoit en ce moment-ci la vente exclusive du Tabac , l'on acquerroit une nouvelle charge , & un remplacement qu'il faudroit porter à 30,000,000

TOTAL 246,500,000 l.

Je conviens avec vous , MESSIEURS , que le nouvel ordre que vous croirez , dans votre

l'âgeffe , devoir établir dans l'adminiftration des revenus publics , nous préfentera des réfultats confolans. Je n'ai pas voulu en conféquence charger ce Tableau des dépenses de l'Affemblée Nationale ou de législatures , de l'augmentation de la paye du Soldat & des Matelots , de la nourriture , de l'entretien des pauvres dans le Royaume , des ateliers de charité , des réparations des Eglifes , des frais de Régie des biens Nationaux. J'ai penfé que ces nouveaux frais , quoique très-confidérables , pouvoient fe trouver tant fur les économies que fur les bénéfices qui réfulteront de la diminution des penfions.

On nous a dit que , d'après nos principes , nous devons abolir toute efpèce de Privilèges.

Je croirois , MESSIEURS , qu'il faut faire ici une diftinction très-effentielle.

Un Privilège eft une prérogative accordée à un ou plufieurs Citoyens au détriment d'une Société entière ; mais une convention de la Nation entière , au profit de toute la Société , n'eft point un Privilège exclufif. C'eft une fubvention qu'elle s'impoſe , pour être employée aux dépenses générales & publiques ; & fi elle la modifie de manière que fa perception

soit infiniment légère , & que pour parvenir à ce but elle s'attribue la vente d'une denrée qui n'est pas de première nécessité , les Citoyens qui consentent à cette vente ne font du tort à aucun des individus , & la Société n'a accordé à qui que ce soit de Privilège exclusif , parce que ce qui produit l'avantage de tous n'est pas exclusif ; & une chose n'est exclusive que lorsqu'elle procure un avantage privé , au détriment du général.

Il a été démontré , après le calcul faisant d'un de nos vertueux Collègues (M. Dupont ,) que la consommation générale du Tabac en France n'excédoit pas 16 millions de livres pour 24 millions d'individus qui composent la France.

La consommation de ceux qui usent du tabac , même modérément , n'est pas au-dessous de 6 liv. par an ; en sorte qu'il se trouve prouvé qu'il n'y a qu'un homme sur neuf qui use du tabac. Il faudroit donc alors imposer huit personnes pour favoriser une seule.

Je doute que , malgré le patriotisme qui doit animer tous les François , on puisse accepter volontiers un nouvel impôt en dédommagement d'une consommation à laquelle on ne participe pas.

Je vous demande, MM, si dans le vœu de huit contre un, & d'un contre huit, quel est celui qui doit emporter la balance ?

C'est précisément ce que vous feriez si vous détruisiez la vente nationale du Tabac. Chaque Citoyen supporteroit sa part du remplacement des 30 millions dont il n'y auroit qu'un neuvième qui profiteroit. Vous auriez quelques cantons qui cultiveroient cette Plante, quelques Manufactures qui s'éleveroient sur les débris des vôtres. Vous sacrifieriez la majorité à la minorité. Vous commettriez une des plus grandes fautes politiques : vous rompiez un des liens qui unit le plus fortement le Nord de l'Amérique avec la France.

Une considération bien intéressante pour l'humanité, dont le Peuple se trouveroit la victime, comme il l'est en tout, quand il n'est pas guidé ni éclairé ; c'est la mauvaise & même souvent dangereuse qualité du Tabac qui feroit une suite inévitable de la liberté de ce commerce, si il étoit livré à la cupidité de gens sans principes, qui ne consulteroient que leur intérêt personnel.

Je ne m'appesantirai pas davantage sur ces réflexions qui ne peuvent échapper à votre sagesse.

L'on vous a dit que l'intérêt de la Flandres,

l'Alsace & l'Artois exigeoit ce sacrifice. Je pense au contraire que l'intérêt de ces Provinces exige que la culture du Tabac soit proscrite en France.

Certainement, si la culture du Tabac étoit libre en France, tout l'avantage seroit au profit de nos Provinces méridionales dont le Tabac seroit très-supérieur, & emporteroit la balance.

De plus, ne sommes-nous pas tous Citoyens d'une même famille? Il ne peut plus y avoir parmi les François des intérêts de Province. Mais je ne désire nuire aux intérêts ni aux jouissances d'aucune Province : je demande au contraire qu'ils leurs soient conservés sans aucune innovation, ni à leur avantage, ni à leur préjudice.

L'on vous a proposé de donner à la culture des terres la plus entière liberté.

La cherté excessive du bled que nous n'avons malheureusement pas encore eu le tems de faire oublier, nous dit assez que ce seroit nous exposer à de nouveaux malheurs dans ce genre, si nous livrions à la culture du Tabac, par préférence à celle du bled & autres denrées de première nécessité, des champs précieux. Ainsi l'avantage politique & le bonheur

du Peuple exigent que l'on ne livre pas à la cupidité d'un Cultivateur qui ne calculant que l'avantage du moment , pourroit se livrer à une spéculation qui influeroit sur le bonheur du Peuple qui doit être notre premier but.

Je pense donc qu'avant de détruire , il faut examiner, non par un simple apperçu, mais par une réalité bien détaillée, bien analysée, bien calculée & même d'après l'expérience, ce que produiroit un impôt établi sur les entrées du Tabac étranger aux Frontières du Royaume, sur la culture libre du Tabac en France : ces deux objets essentiels devant seuls supporter le remplacement qui résulteroit au profit du Trésor public, en détruisant la vente exclusive du Tabac, accordée à une Administration sous le nom de Ferme générale.

Je conclus donc ,

1°. A un ajournement indéfini :

2°. A ce qu'il soit décrété que la législature prochaine s'occupera des moyens du remplacement des 30 millions perçus par le Trésor public sur la vente du Tabac, d'après les bases qui seront présentées par les Comités réunis de Finance, d'Agriculture & de Commerce.

3°. Que jusqu'à cette époque les Loix rela-

tives à la perception & à l'Administration de la vente du Tabac seront observées suivant l'ancien usage , en détruisant toutefois les abus vexatoires.

4°. Que les Assemblées de Districts & de Départemens ainsi que les Municipalités seront tenues de les faire observer , de faire même prêter main-forte dans le cas où elles en seroient requises.

5°. Que les Provinces à qui la culture du Tabac étoit permise , en jouiront comme par le passé , non à titre de privilège , mais comme une culture d'usage , en se soumettant & observant , conformément au Serment Civique & Fédératif , les règles & usages établis jusqu'à ce jour.

F I N.

1840
The first of the year was a very
successful one, and the
second was also very good.

The third of the year was a very
successful one, and the
fourth was also very good.

The fifth of the year was a very
successful one, and the
sixth was also very good.

The seventh of the year was a very
successful one, and the
eighth was also very good.

The ninth of the year was a very
successful one, and the
tenth was also very good.

The eleventh of the year was a very
successful one, and the
twelfth was also very good.

The thirteenth of the year was a very
successful one, and the
fourteenth was also very good.

The fifteenth of the year was a very
successful one, and the
sixteenth was also very good.